LE

DES

ACTE

D'INCORPORATION

DE

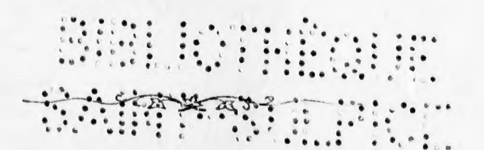
LA COMPAGNIE DU RICHELIEU,

PASSÉ EN 1857,

AVEC

LES AMENDEMENTS APPORTÉS AU DIT

ACTE EN 1862.



Montréal :

DES PRESSES DE LOUIS PERRAULT ET COMPAGNIE,

22, RUE ST. VINCENT.

1863

CAP. CLXX.

Acte pour incorporer certaines personnes sous le nom de " La Compagnie du Richelieu."

[*Sanctionné le* 27 *Mai* 1857.]

ATTENDU que Pierre Edouard Leclerc, Louis Marchand, N. B. Desmarteau, Ephrem Hudon, Victor Hudon, Joseph Lévi, Jacques Félix Sincennes, Joseph Boulanget et William MacNaughton, ont exposé par leur humble pétition à cet effet qu'une association avait été formée dans la cité de Montréal, en l'année mil huit cent quarante-huit, sous les nom et raison de *La Compagnie du Richelieu*, dont ils étaient devenus souscripteurs et actionnaires, avec d'autres personnes, dans le but de promouvoir l'intérêt public, en procurant aux habitants des districts de Montréal, des Trois-Rivières et de Québec, ainsi que des différents ports intermédiaires, les avantages de la navigation à la vapeur, et de les faire profiter des avantages que la construction des quais et débarcadères maintenant construits ou qui pourront par la suite être construits par eux, sur le parcours de leurs bateaux à vapeur, offrent à la population de cette province pour le service du commerce et des voyageurs, entre les ports de Montréal, des Trois-Rivières et de Québec, ainsi que des ports intermédiaires et autres lieux ; que le capital de la dite compagnie est limité à la somme de soixante-quinze mille livres courant, divisée en trois mille actions de vingt-cinq livres dit cours chacune ; et attendu que la dite compagnie tend à Préambule.

faciliter et promouvoir la navigation intérieure de la province, et que pour éviter certains inconvénients techniques, la dite compagnie a demandé à être incorporée : à ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit :

Incorporation de la compagnie.

I. Pierre Edouard Leclerc, Louis Marchand, N. B. Desmarteau, Ephrem Hudon, Victor Hudon, Joseph Lévi, Jacques Félix Sincennes, Joseph Boulanget, William MacNaughton, et toutes autres personnes qui sont maintenant ou qui deviendront par la suite souscripteurs ou actionnaires de la dite compagnie, et toutes autres personnes, corps politiques et incorporés, qui en qualité d'exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants cause, ou à quelque titre légal que ce soit, pourront posséder des parts et actions dans le capital de la dite compagnie, ou y être intéressés, et leurs exécuteurs, administrateurs, successeurs et ayants cause, seront et sont par le présent constitués corps politique et incorporé pour les fins mentionnées au préambule du présent acte, sous les nom et raison de *La compagnie du Richelieu*, et sous ce nom auront succession perpétuelle et un sceau commun, et pourront poursuivre et être poursuivis dans toutes les cours de justice en cette province. La dite compagnie pourra faire, établir et mettre à exécution, modifier et abroger toutes règles, statuts, ordonnances et règlements qui ne seront pas contraires aux lois de cette province, ni aux dispositions du présent acte, et qu'elle jugera utiles et nécessaires pour la direction des affaires des actionnaires de la dite compagnie : Tous les biens-meubles et immeubles, droits

Nom et pouvoirs généraux.

Pouvoir de faire des règlements.

et actions appartenant à la dite *Compagnie du Richelieu* sont par les présentes transférés à la dite corporation, qui, à compter du jour de la passation du présent acte, en sera propriétaire, ainsi que de tous les biens-meubles et effets mobiliers qu'elle pourra acquérir par la suite ; et toutes les dettes et obligations de la dite *Compagnie du Richelieu* seront acquittées et accomplies par la dite corporation ; pourvu toujours qu'aucunes règles, statuts, ordonnances ou règlements ne seront en vigueur avant d'avoir été approuvés par la majorité des directeurs ci-après mentionnés ou leurs successeurs autorisés à cet effet par l'assemblée annuelle et générale de la dite compagnie.

Transport des droits et responsabilités de la compagnie actuelle.

Proviso.

II. Le capital de la dite compagnie est par le présent limité à la somme de soixante-et-quinze mille louis, divisée en trois mille actions de vingt-cinq louis courant chacune ; et la dite compagnie ne se prévaudra pas du présent acte avant que le capital souscrit et payé ne se monte au moins à vingt mille louis.

Capital de la compagnie.

Quand elle pourra commencer ses affaires.

III. La dite corporation sous le nom de *La Compagnie du Richelieu*, pourra en outre acquérir et posséder des immeubles et biens-fonds pour y construire des quais, hangars, bureaux et pour tous autres objets nécessaires s'y rattachant suivant que la dite compagnie pourra le trouver à propos, aux différents ports et endroits où les bateaux à vapeur de la dite compagnie toucheront, et elle pourra en tout temps les vendre, échanger et aliéner et en acheter d'autres, pour les mêmes objets ; pourvu toujours, que la dite compagnie ne puisse en aucun

Pouvoir de posséder des biens-fonds.

Proviso ; valeur limitée.

temps posséder des biens-fonds dont la valeur totale excèdera la somme de cinq mille livres courant.

Elections des directeurs.

IV. La surintendance, le contrôle et l'administration des affaires de la dite compagnie seront conférés à neuf directeurs dont cinq formeront un *quorum*, lesquels directeurs seront des actionnaires de la dite compagnie, et seront élus du premier au vingt février de chaque année, aux jour, heure et lieu qui seront assignés par la majorité des directeurs, et dont avis sera donné dans un ou plusieurs journaux publiés dans la ville de Montréal, au moins dix jours avant la dite élection : et la dite élection sera faite par les actionnaires de la dite compagnie présents à cette assemblée, et toutes les élections des directeurs se feront au scrutin ou de vive voix, ainsi qu'il sera déterminé par les réglements de la compagnie ; les directeurs élus choisiront parmi eux un président, et il sera du devoir du dit président de présider toutes les assemblées des actionnaires ou des directeurs ; et le président pourra voter à toutes les assemblées des directeurs, et il aura en outre voix prépondérante en cas de division égale des votes ; toute vacance parmi les directeurs, occasionnée par décès, résignation ou absence de la province, sera remplie par telle personne ou personnes que les directeurs restant, ou la majorité d'entre eux, désigneront ; et il sera loisible aux actionnaires, à toute assemblée spécialement convoquée pour cet objet, de déplacer tous ou quelqu'un des dits directeurs et d'en nommer d'autres à leur place, en la manière prescrite pour l'élection annuelle de directeurs.

Avis d'élection.

Président.

Vote du président.

Comment seront remplies les vacances.

Démission des directeurs.

Votes.

V. Chacun des actionnaires aura droit à un nombre de voix, d'après le nombre d'actions qu'il pos-

sèdera en son propre nom, au moins un mois avant l'époque du vote, dans la proportion suivante : une voix, pour une part ou action ; deux voix, pour quatre parts ou actions ; trois voix, pour huit parts ou actions ; quatre voix, pour douze parts ou actions ; et cinq voix, pour tous les actionnaires qui posséderont au-dessus de douze parts ou actions, et toutes questions soumises aux actionnaires dans une assemblée générale ou spéciale seront décidées à la majorité des dites voix données par les actionnaires alors présents, et en cas de division égale des voix, par la voix prépondérante du président.

La majorité des voix décidera les questions.

VI. Le président, ou deux, ou un plus grand nombre des directeurs pourront, à volonté et de temps à autre, convoquer une assemblée ou des assemblées des actionnaires pour des objets, soit généraux soit spéciaux ; et six des actionnaires pourront en tout temps convoquer des assemblées spéciales de la dite compagnie, en donnant au moins dix jours d'avis préalable, par une annonce dans un ou plusieurs journaux publiés dans la ville de Montréal, ou en envoyant un avis écrit ou imprimé à chaque actionnaire par la poste ou autrement et tout avis ou annonce de convocation d'une assemblée spéciale, spécifiera distinctement l'objet ou les objets pour lesquels l'assemblée est convoquée, et aucune autre matière ou affaire ne sera discutée, conclue ou réglée à la dite assemblée.

Assemblées des actionnaires comment convoquées.

VII. S'il arrive en aucun temps qu'une élection de directeurs n'a pas été faite le jour où elle aurait dû avoir lieu conformément au présent acte, la dite compagnie ne sera pas pour cela considérée comme dissoute ; mais il sera loisible de faire à tout autre

Défaut d'élection comment remédié.

jour une élection, en la manière prescrite par le présent acte pour l'élection annuelle des directeurs.

Responsabilité des actionnaires limitée.

VIII. Les actionnaires ne seront, comme tels, responsables au-delà du montant des actions souscrites ou du montant non payé sur icelles.

Dividendes.

IX. Il sera du devoir des directeurs de déclarer tels dividendes annuels des profits de la dite compagnie qu'il leur paraîtra convenable ou à la majorité d'entre eux ; et chaque année il sera fait un état exact et détaillé des affaires, dettes, crédits, profits et pertes, lequel dit état devra être inscrit sur les livres de la dite compagnie, lesquels seront ouverts à l'inspection de tout actionnaire, et copie de cet état assermentée par le président ou deux des directeurs, sera transmise annuellement aux trois branches de la législature provinciale, et tout juge, commissaire ou juge de paix est autorisé à administrer le dit serment.

États des affaires de la compagnie soumis chaque année.

Transfert des actions.

X. Les actions du dit capital seront transférables et pourront à volonté être transférées à d'autres par les personnes à qui ces actions appartiendront, en par elles suivant la formule A annexée au présent acte : pourvu toujours que le cédant sera toujours personnellement tenu responsable envers la dite compagnie de toutes ou partie des actions par lui souscrites et qu'il se trouverait devoir lors du dit transport.

Proviso.

Directeurs actuels continués.

XI. Les membres actuels du comité de la dite compagnie du Richelieu, ainsi que son président, continueront en office comme directeurs jusqu'à la prochaine assemblée annuelle et générale de tous les actionnaires, et les directeurs élus annuellement

continueront en office jusqu'à la nomination de leurs successeurs, ainsi qu'il est prescrit par le présent acte.

Signification des procédés.

XII. Toute signification faite au bureau de la compagnie en la cité de Montréal, et dans la cas où elle n'aurait pas de bureau à Montréal, toute signification faite au président de la dite compagnie sera considérée suffisante par toutes les cours de justice de cette province.

Acte public.

XIII. Le présent acte sera censé être un acte public.

Formule A mentionnée dans l'acte ci-dessus.

Pour valeur reçue de de (*tel endroit*) je (*ou* nous) cède et transporte (*ou* cèdons et transportons) à de (*tel endroit*) actions sur chacune desquelles il a été payé livres chelins courant, dans le capital de la compagnie du Richelieu, dont le bureau est à Montréal, sujettes aux statuts et règlements de la dite compagnie; et sous l'obligation de ma part de remplir les conditions imposées par le *proviso* qui forme partie de la dixième section de l'acte d'incorporation de la dite compagnie.

En foi de quoi j'ai (*ou* nous avons) signé le présent, au bureau de la dite compagnie ce jour de mil huit cent

Signature du cédant ou de son procureur.

Témoins :

J'accepte (*ou* nous acceptons) par le présent, le susdit transport de
actions dans la compagnie du Richelieu, cédées à (*comme ci-dessus mentionné*) ce
jour de
mil huit cent

Signature du cessionnaire ou de son procureur.

Témoins :

CAP. LXIX.

Acte pour amender l'acte intitulé : *Acte pour incorporer certaines personnes sous le nom de "la Compagnie du Richelieu."*

[*Sanctionné le* 9 *Juin* 1862.]

ATTENDU qu'il s'est élevé des doutes relativement aux pouvoirs conférés à la dite compagnie du Richelieu par l'acte d'incorporation de la dite compagnie, et que la dite compagnie a demandé la passation d'un acte pour faire disparaître ces doutes, ainsi que certains amendements au dit acte d'incorporation, et qu'il est expédient d'accéder à sa demande en établissant les dispositions ci-dessous énumérées : à ces causes, Sa Majesté, par et de l'avis et du consentement du conseil législatif et de l'assemblée législative du Canada, décrète ce qui suit : Préambule.

1. Les mots insérés au préambule du dit acte d'incorporation de la dite compagnie, vingt Victoria, chapitre cent soixante-dix, à la dix-huitième ligne après le mot Québec " ainsi que des ports intermédiaires et autres lieux," signifieront tous ports tant sur le fleuve St. Laurent et dans le bas du fleuve, sur toutes et chacune des rivières débouchant dans le dit fleuve St. Laurent, que sur les lacs dans la partie ouest de cette province. Interprétation de certains mots dans le préambule de 20 V. c. 170.

2. Le proviso de la troisième section du dit acte est abrogé et la dite compagnie pourra dorénavant posséder des biens immeubles n'excédant pas en valeur la somme de quatre-vingt mille piastres. Proviso de la s. 3, abrogée.

Sec. 9, amendée.

Fonds de réserve pour acheter des bateaux à vapeur.

3. A la suite de la neuvième section du dit acte les mots suivants seront ajoutés: " et avant de payer et liquider tels dividendes annuels des profits de la dite compagnie, et sur tels dividendes, la dite compagnie aura le droit de garder et retenir un fonds spécial et de réserve pour subvenir à toute acquisition et construction, de bateaux-à-vapeur, et aux dépenses et améliorations des bateaux-à-vapeur de la dite compagnie, dont un état intelligible sera soumis et gardé par les directeurs de la dite compagnie pour faire partie des minutes et des délibérations."

Sec. 10, amendée.

Les dettes dues à la compagnie seront payées avant le transport des actions.

4. Après le dernier mot " transport," de la dixième section du dit acte, les mots suivants seront ajoutés, " et pourvu que le dit cédant ne puisse transporter, céder et aliéner toute ou aucune partie de toutes telles actions par lui inscrites, qu'après avoir payé à la dite compagnie toutes et telles sommes de deniers qu'il pourra lui devoir soit pour toutes ou partie des actions par lui inscrites et qu'il se trouverait devoir lors de tel transport, cession et aliénation, ainsi que toutes sommes de deniers qu'il se trouverait devoir à la dite compagnie par anciens comptes, billets promissoires et autrement."

Acte public.

5. Le présent sera censé acte public.

ACT OF

INCORPORATION

OF

1857,

WITH THE

AMENDMENTS THEREOF OF 1862

OF THE

RICHELIEU COMPANY.



Montreal:

PRINTED BY LOUIS PERRAULT AND COMPANY,

22, ST. VINCENT STREET.

1863.

A
der

W
Hud
Sinc
Nau
that
treal
the
in ar
Shar
moti
tage
Dist
and
to de
wha
be
their
Prov
velle
Que
that
the
divi
pour

CAP. CLXX.

An Act to incorporate certain persons under the name of the "Richelieu Company."

[*Assented to 27th May,* 1857.]

Preamble.

WHEREAS Pierre Edouard Leclerc, Louis Marchand, N. B. Desmarteau, Ephrem Hudon, Victor Hudon, Joseph Lévi, Jacques Félix Sincennes, Joseph Boulanget, and William MacNaughton, have by their humble petition represented that an association was formed in the City of Montreal, in the year one thousand and forty-eight, under eight hundred
the name and style of the "Richelieu Company," in and to which, with other persons, they had become Shareholders and subscribers, with the view of promoting the public interest, by providing the advantages of steam navigation for the inhabitants of the Districts of Montreal, Three-Rivers and Quebec. and of the intermediate ports, and to enable them to derive that benefit which the construction of the wharves and landing places already or hereafter to be constructed by them, along the route taken by their steamboats, offers to the inhabitants of this Province for the convenience of commerce and travellers generally, between Montreal, Three-Rivers, Quebec, and the intermediate ports and other places; that the capital of the said Company is limited to the sum of seventy-five thousand pounds currency, divided into three thousand shares of twenty-five pounds currency each; And whereas the object of

the said Company is to facilitate and promote the inland navigation of the Province, and to enable them to avoid certain technical inconveniences, the said Company have prayed to be incorporated: Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Council and Assembly of Canada, enacts as follows:

Certain persons incorporated.

I. Pierre Edouard Leclerc, Louis Marchand, N. B. Desmarteau, Ephrem Hudon, Victor Hudon, Joseph Lévi, Jacques Félix Sincennes, Joseph Boulanget, William MacNaughton, and all other persons who may now be or hereafter become subscribers or Stockholders in the said Company, and all or any other person or persons, bodies politic and corporate, who as executors, administrators, successors or assigns, or by any other lawful title, may hold any part, share, or interest in the Capital Stock of the said Company, and their executors, administrators, successors and assigns, shall be and they are hereby constituted a body politic and corporate, for the purposes mentioned in the preamble of this Act, under the name and style of the "Richelieu Company," and shall by that name have pepertual succession and a Common Seal, and by the same name be capable of suing and being sued in all Courts of Justice in this Province. The said Company may make, establish, and put into execution, alter or repeal, all By-laws, rules, ordinances and regulations, the same not being contrary to the Laws of this Province, nor to the provisions of this Act, as may appear to them necessary or expedient for the management of the business of the said Company: all moveable and immoveable property, right and

Corporate name and general powers.

Power to make By-laws.

Transfer of rights and liabilities of present Company.

actions belonging to the said "Richelieu Company," shall be and they are hereby transferred to the said Corporation, and from and after the passing of this Act, the said Corporation shall be the proprietor thereof, and of all other moveable property and effects which the said Corporation may hereafter acquire, and all the debts and obligations of the said "Richelieu Company," shall be acquitted and performed by the said Corporation: Provided always, that no By-Law, Ordinance, Rule or Regulation shall be in force until the same shall have been approved of by a majority of the Directors hereinafter mentioned or their successors, authorized to that effect at the annual general meeting of the Stockholders of the said Company.

Proviso.

II. The Capital of the said Company is hereby limited to the sum of seventy-five thousand pounds, divided into three thousand shares of twenty-five pounds currency each, and the said Company shall not avail itself of this Act until the Capital subscribed and paid for, shall amount to at least twenty thousand pounds.

Capital of the Company, shares: when it may commence business.

III. The said Corporation under the name of the "Richelieu Company," may also acquire and hold real estate for the construction of wharves and the erection of warehouses and offices, and for such other necessary purposes in connection therewith as the said Company may deem expedient, at the different ports and places at which the steamboats belonging to the said Company shall touch, and may at any time sell, exchange and dispose of the

Corporation may hold real estate.

same and purchase other property for the same

Proviso: value limited.

purposes: Provided always, that the said Company shall not at any time possess real estate, the total value of which shall exceed the sum of five thousand pounds currency.

Election of Directors.

IV. The superintendence, control and management of the affairs of the said Company, shall be vested in nine Directors, five of whom shall be a quorum, which said Directors shall be Stockholders in the said Company, and shall be elected between the first and twentieth days of February in each year, upon the day and at the hour and place which shall be appointed by a majority of the Directors,

Notice of election.

and notice whereof shall be given in one or more newspapers published in the City of Montreal at least ten days previous to the said election; and the said election shall be had and made by the Shareholders of the said Company present at the said meeting, and all elections of Directors shall be by ballot or by open vote as may be prescribed by the By-laws

President how chosen.

of the said Company: The Directors elected shall choose out of their number a President, and it shall be the duty of the said President to preside at all meetings of the Stockholders or Directors;

How to vote.

the President may vote at all meetings of the Directors, and in case of an equal division of votes,

Vacancies how filled.

he shall also have a casting vote; any vacancy among the Directors occasioned by death, resignation or absence from the Province, shall be filled by such person or persons as the remaining Directors or a majority of them may appoint, and it shall be

Removal of directors.

lawful for the Stockholders at any meeting specially called for that purpose, to remove all or any of the

said Directors, and to appoint others in their stead, in the same manner as the annual election of Directors is hereby provided for.

Scale of votes.

V. Each Stockholder shall be entitled to a number of votes proportionate to the number of shares which he, she or they shall have held in his, her or their name at least one month previous to the time of voting in the proportion following, to wit: one vote for each share, two votes for four shares, three votes for eight shares, four votes for twelve shares, and five votes for each Stockholder who shall hold more than twelve shares; and all questions brought before the Stockholders at any general or special meeting, shall be decided by a majority of such votes of the Shareholders then present, subject in case of an equality of votes to the casting or double vote of the President.

Majority to decide questions.

Meetings of Stockholders, how to be called, &c.

VI. The President or any two or more Directors may at any time, and from time to time, call a meeting or meetings of the Stockholders either for general or special purposes, and any six Stockholders may at any time call special meetings of the Company, upon giving at least ten day's notice by advertisement in one or more newspapers published in the City of Montreal, or by sending a written or printed notice to each Stockholder by post or otherwise; and every advertisement or notice calling a special meeting shall specify distinctly the purpose or purposes for which such meeting is called, and no other matter or business shall be discussed, concluded upon or settled at such meeting.

In case of failure to elect Directors.

VII. If at any time it shall happen that an election of Directors shall not be made when on any

day pursuant to this Act it ought to have been made, the said Corporation shall not for that cause be deemed to be dissolved, but it shall and may be lawful on any other day to hold and make an election in the same manner as the annual election of Directors is herein provided for.

Limited liability of Shareholders.

VIII. The Stockholders shall not be liable as such beyond the amount of their subscribed stock or the sum unpaid thereon.

Yearly dividends and statement of affairs of Company.

IX. It shall be the duty of the Directors to make such yearly dividends of the profits of the said Company as to them or a majority of them shall appear advisable; and an exact and particular statement shall be annually made of their affairs, debts, credits, profits and losses, such statement to appear on the books of the Company, and to be open to the perusal of any Stockholder, and a copy thereof, certified by the oath of the President or two of the Directors, shall be transmitted annually to the three branches of the Provincial Legislature, which oath any Judge, Commissioner or Justice of the Peace is hereby authorized to administer.

Transfer of shares.

X. The shares of the said capital stock shall be transferable, and may from time to time be transferred by the respective holders and owners thereof, according to the form prescribed by Schedule A hereunto annexed:

Proviso.

Provided always, that the transferor shall always be held personally liable to the said Company for all or any part of the shares by him subscribed, and which shall be found to be due and owing by him at the time of such transfer.

Present Directors to remain until first meeting.

XI. The present members of the Committee of the said "Richelieu Company," and the President

thereof, shall continue in office as Directors until the next annual and general meeting of the Stockholders; and the Directors to be elected annually shall continue in office until the appointment of their successors, as provided by this Act.

XII. Any service of process made at the office of the Company in the City of Montreal, and in case the Company should have no such office, then upon the President of the said Company, shall be held and deemed to be good and sufficient service by all Courts of Justice in this Province. Service of process.

XIII. This Act shall be deemed a Public Act. Public Act.

SCHEDULE A

Referred to in the foregoing Act.

For value received from   of
I (*or* we) do hereby assign and tranfer to
of   shares (on each of which has been paid   pounds   shillings, currency) in Capital Stock of the "Richelieu Company," the office of which is at Montreal, subject to the rules and regulations of the said Company, hereby obliging myself to fulfil the conditions imposed by the proviso contained in the tenth section of the Act of Incorporation of the said Company.

In testimony whereof, I (*or* we) have signed these presents at the office of the said Company, this   day of   one thousand eight hundred and

(***Signature of the Transferor***, ***or of his Attorney.***)

Witness:

I (*or* we) do hereby accept the foregoing assignment of shares in the Capital Stock of the "Richelieu Company" assigned to me (*or* vs) as above mentioned, this day of , one thousand eight hundred and

(***Signature of the transferee or of his Attorney.***)

Witness:

CAP. LXIX.

An Act to amend an Act, intituled: *An Act to incorporate certain persons under the name of the Richelieu Company.*

[*Assented to 9th June,* 1862.]

WHEREAS doubts have arisen as to the powers conferred upon the Richelieu Company, by the Act of Incorporation of the said Company, and the said Company has petitioned for an Act to remove the said doubts, and for certain other amendments to the said Act of Incorporation; and it is expedient to grant such petition to the extent of the provisions hereinafter contained: Therefore, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Legislative Council and Assembly of Canada, enacts as follows: Preamble.

1. The words contained in the preamble of the Act of Incorporation of the said Company, twentieth Victoria, chapter one hundred and seventy, in the eighteenth line, after the word "Quebec,"—"and the intermediate ports and other places,"—shall mean all places on the River St. Lawrence and the lower ports of the same, and on all and the rivers falling into the said River St. Lawrence, and also on the Lakes in the western part of this Province. Interpretation of certain words in preamble of 20 V. 170.

2. The proviso to the third section of the said Act is repealed, and the said Company may hereafter Proviso to s. 3, repealed.

hold real estate, not exceeding in value the sum of eighty thousand dollars.

Section 9, amended. Reserved Fund for purchasing steamers.

3. At the end of the ninth section of the said Act, the following words shall be added :—" And before paying and liquidating such annual dividends of the profits of the said Company, and out of such dividends, the said Company shall have a right to keep and retain a special and reserve fund to be employed for all acquisitions and building of steamboats, and the expenses and repairs of the steamboats of the said Company, a clear statement whereof shall be submitted and retained by the Directors of the said Company, to form part of the minutes of their deliberations."

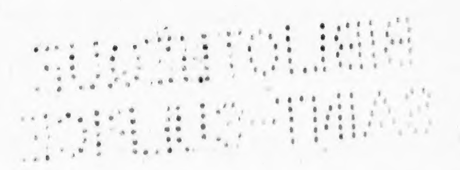
Section 10 amended.

Debts to Company to be paid before transfer of shares.

4. After the last word " transfer " of the tenth section of the said Act, the following words shall be added :—" And provided that the said transferor shall not be able to transfer, cede and alienate any part of all such shares by him subscribed for, until he shall have paid to the said Company all and every the sums of money which he may owe to such Company, either for the whole or any part of the shares by him subscribed for, and for which he shall be indebted at the time of such transfer, cession or alienation, or which he shall owe to the said Company upon old accounts, promissory notes and otherwise.

Public Act.

5. This Act shall be deemed a Public Act.



alue the sum of

of the said Act,
—" And before
ividends of the
ut of such divi-
a right to keep
to be employed
eamboats, and
boats of the said
of shall be sub-
ors of the said
es of their deli-

r " of the tenth
ing words shall
e said transferor
nd alienate any
cribed for, until
mpany all and
nay owe to such
any part of the
r which he shall
nsfer, cession or
o the said Com-
notes and other-

Public Act.